

## Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 31 décembre 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au deuxième semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit pas occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique mondiale atteindrait 3 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+12 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après 0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires ».

### DES INDICATEURS FINANCIERS QUI RESTENT FRAGILES EN FIN D'ANNÉE

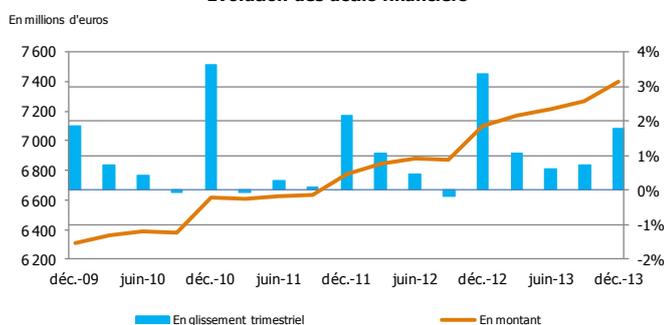
Les établissements de crédit ont connu une activité contrastée fin 2013 à l'instar du contexte économique.

**L'encours des crédits consentis à l'économie**, qui totalise 8,1 milliards d'euros, continue de progresser à vitesse réduite sur trois mois (+0,8 % après +0,3 % en septembre 2013). Sur un an, le rythme de croissance ralentit (+2,9 % après +3,9 % en septembre 2013). Cette évolution, proche de celle de décembre 2012 (+3,1 % sur un an), demeure nettement inférieure aux taux de progression relevés en 2011 (+7,1 %) et 2010 (+6,4 %).

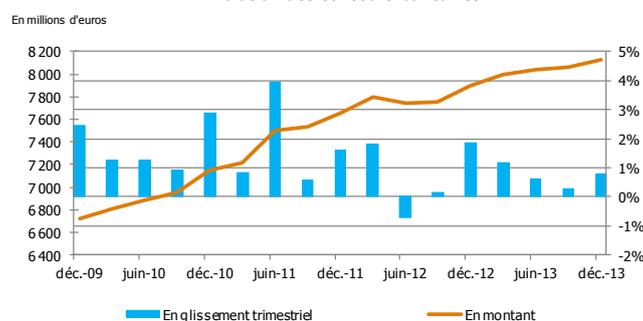
Les crédits aux entreprises ne montrent pas de signes d'embellie : l'encours diminue pour le deuxième trimestre consécutif (-0,9 %), impacté par le retournement brutal des crédits immobiliers (-1,7 % sur trois mois). Parallèlement, l'encours sain des crédits aux ménages enregistre une hausse plus soutenue (+2,1 %) grâce à la bonne performance des crédits à l'habitat. Quoique positive, la croissance des crédits à la consommation demeure faible (+0,7 %).

**La collecte nette d'actifs financiers** est pour sa part plus dynamique, tirée par la hausse de 5,6 % des dépôts à vue.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI PEINE À REDÉMARRER

## Activité ralentie des crédits aux entreprises

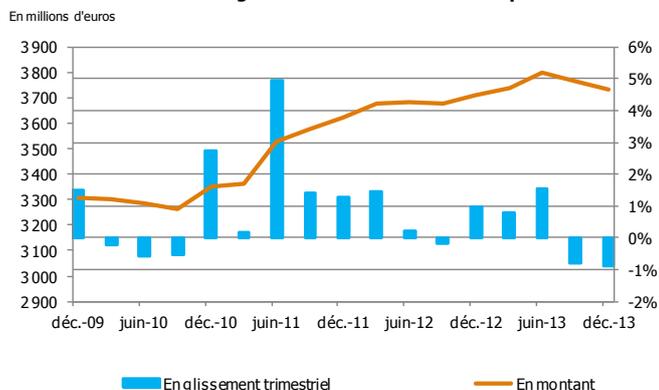
**Les financements consentis aux entreprises** diminuent de nouveau en fin d'année (-0,9 % après -0,8 % en septembre 2013). L'atonie de l'activité est également perceptible sur un an : l'encours enregistre en effet sa plus faible croissance (+0,6 %) depuis septembre 2010 pour atteindre 3,7 milliards d'euros.

**Les crédits immobiliers** se replient pour la première fois (-1,7 % sur trois mois) depuis juin 2010. Sur douze mois, l'encours, en ralentissement continu depuis mi-2013, affiche un taux de progression historiquement bas à +1,7 % (après +9,3 % fin 2012 et +11,1 % en décembre 2011). En comparaison, l'évolution annuelle moyenne sur la période 2005-2012 est de +8,0 %.

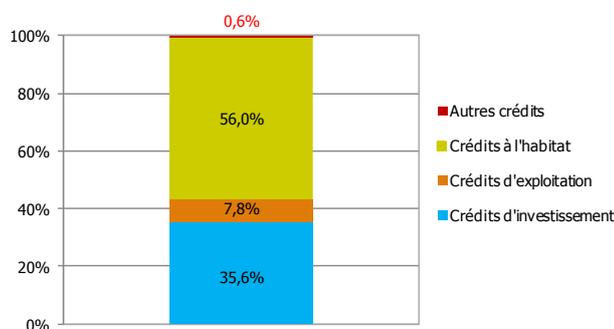
**Les crédits d'investissement** renouent en revanche avec une croissance positive (+3,1 %) après deux trimestres consécutifs de baisse. Néanmoins, cette hausse résulterait pour une large part d'investissements de renouvellement, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM faisant état de prévisions d'investissement très faibles au quatrième trimestre en raison d'un manque de visibilité. Ainsi, sur un an, l'encours progresse de seulement 0,9 %.

**Les crédits d'exploitation** enregistrent pour leur part un nouveau recul (-11,9 % sur trois mois, soit -39,0 millions d'euros) à fin décembre 2013. Cette évolution doit cependant être relativisée succédant à une opération de réajustement comptable réalisée par une banque de la place sur les découverts.

Évolution globale des crédits aux entreprises



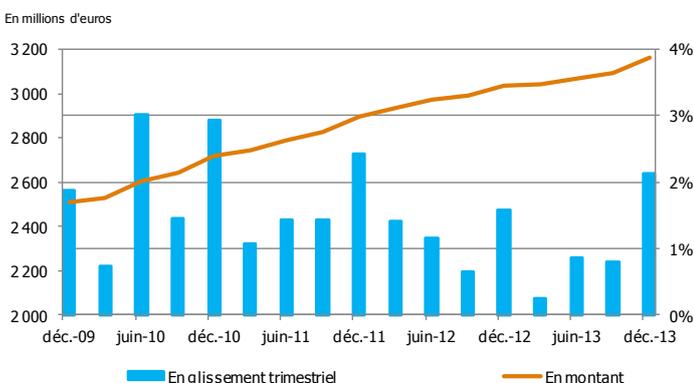
Répartition des crédits aux entreprises



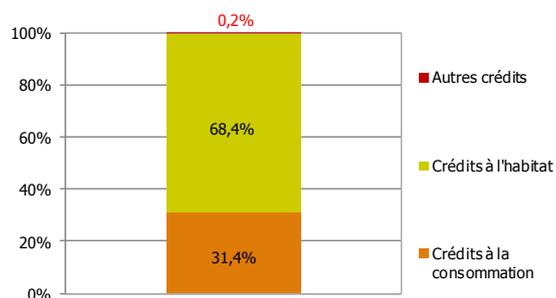
## Évolution contrastée des crédits aux ménages

Après un début d'année 2013 peu dynamique, **l'activité de crédit aux ménages** semble mieux orientée à fin décembre. À 3,2 milliards d'euros, l'encours sain des crédits enregistre sa plus forte croissance trimestrielle (+2,1 %, +66 millions d'euros) depuis fin 2011. Sur un an, l'encours augmente de 4,1 %, soit une évolution proche de celle de décembre 2012 (+4,9 %) mais nettement en deçà de celles de 2011 (+6,5 %) et 2010 (+8,4 %) observées à la même période.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



**Le financement de l'habitat** des ménages affiche une bonne performance sur le trimestre (+2,7 % après +1 % en septembre 2013). Quoique soutenue, l'évolution annuelle (+6 %) demeure cependant encore inférieure aux taux relevés au cours des années précédentes. L'encours, qui concentre 68 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens, s'établit désormais à 2,2 milliards d'euros.

**Les crédits à la consommation** affichent en revanche une évolution plus modérée (+0,7 % sur trois mois) liée essentiellement à la faiblesse de la consommation des ménages dans le département. Sur un an, l'encours stagne (-0,1 % après +0,5 % en décembre 2012).

## Nouvelle croissance des crédits aux collectivités

**Les crédits alloués au secteur public**, qui représentent 11 % de l'activité de crédit dans le département, continuent de progresser sur trois mois (+2,2 % soit +19 millions d'euros après +2,7 % en septembre 2013). L'encours sain s'élève désormais à 890,7 millions d'euros en fin d'année. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (97,5 % de l'ensemble), connaissent un léger ralentissement de leur rythme de croissance (+2,4 % après +3,6 % au trimestre précédent). En glissement annuel, l'encours affiche une bonne performance (+8,2 % après +2,5 % en 2012).

## Baisse continue de la sinistralité

À 492,3 millions d'euros, l'encours **des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement s'inscrit de nouveau en diminution tant en rythme trimestriel (-3,9 % sur trois mois, soit -19,9 millions d'euros) qu'annuel (-10,6 % soit -58,1 millions d'euros). **Le taux de créances douteuses brutes**, qui s'améliore depuis décembre 2012, atteint 6,8 % (-0,3 point sur trois mois). Ce dernier a reculé de près d'un point entre décembre 2012 et décembre 2013. Le taux de provisionnement des banques locales baisse pour sa part de 1,1 point sur le trimestre mais demeure en hausse sur un an (+1,5 point).

## DES ACTIFS FINANCIERS EN PROGRESSION

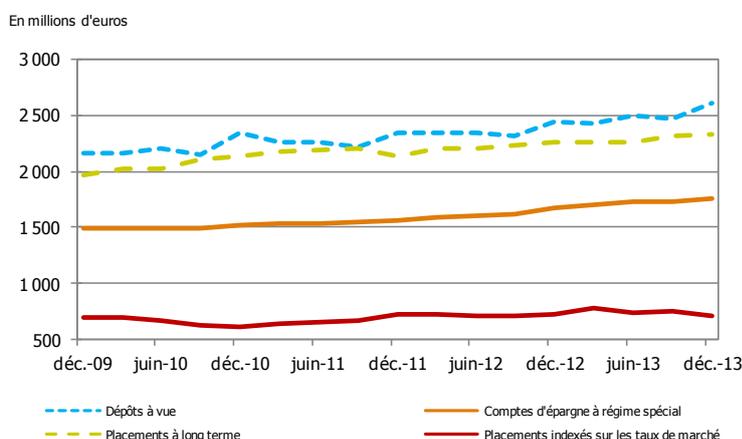
Le rythme de croissance **des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe** s'accélère en fin d'année. L'encours, à 7,4 milliards d'euros, croît de 1,8 % sur trois mois. Cette évolution est, comme les années précédentes, la plus élevée de la série infra-annuelle, bénéficiant du pic saisonnier **des dépôts à vue** (+5,6 % sur trois mois après -0,9 % en septembre 2013).

En glissement annuel, l'encours des actifs financiers est bien orienté (+4,3 %).

En revanche, le dynamisme de **l'épargne longue**, observé au troisième trimestre, ne s'est pas poursuivi à fin décembre : l'encours progresse de seulement 0,3 % (après +2,4 %) en raison de la stabilité de l'assurance-vie (-0,1 %).

**Les placements liquides ou à court terme** affichent un léger repli (-0,6 %), impactés par la contraction des placements indexés sur les taux de marché (-5,2 %).

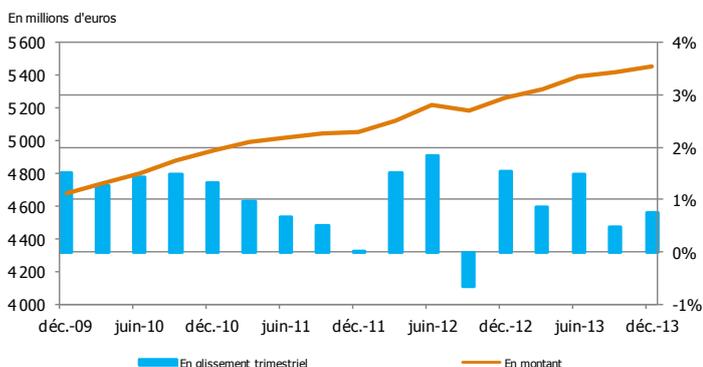
Évolution des principales composantes des actifs financiers



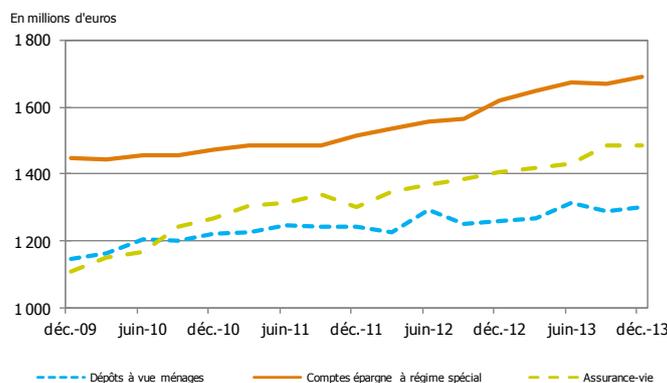
## Hausse contenue de l'épargne des ménages

Comme au trimestre précédent, **les placements des ménages**, qui représentent 74 % des placements totaux, progressent faiblement (+0,8 % sur trois mois après +0,5 % en septembre 2013). En revanche, sur un an, le taux de croissance est dynamique (+3,6 %), quoiqu'en ralentissement par rapport à fin 2012 (+4,3 %).

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



**Les dépôts à vue** augmentent de 0,9 % sur trois mois, après une baisse de 1,8 % au trimestre précédent. En rythme annuel, l'encours croît plus rapidement qu'en 2012 à la même période (+3,4 % contre +1,5 % en 2012).

**Les placements liquides ou à court terme** renouent avec une croissance positive (+1,2 % après -0,3 % en septembre 2013) grâce à la hausse conjointe des placements indexés sur les taux de marché (+1,4 %) et des comptes d'épargne à régime spécial (+1,2 %).

En parallèle, l'intérêt des ménages pour les placements longs semble s'atténuer en fin d'année : **l'épargne à long terme** enregistre une moindre hausse à fin décembre (+0,3 %) après une croissance dynamique en septembre 2013 (+2,5 %). Cette évolution est essentiellement liée à la perte de vigueur de l'assurance-vie (-0,1 % après +3,8 % au trimestre précédent), premier produit d'épargne des ménages (65,4 % du total). Sur un an, le constat est identique, l'encours de l'assurance-vie progressant de 5,6 % après +8,1 % fin 2012.

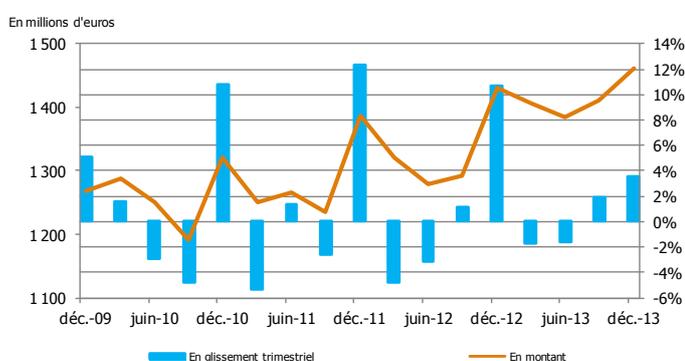
## Bonne performance des placements des entreprises

**Les actifs financiers globaux des sociétés non financières** affichent une accélération de leur rythme de croissance à fin décembre (+3,6 % sur trois mois après +1,8 % en septembre 2013).

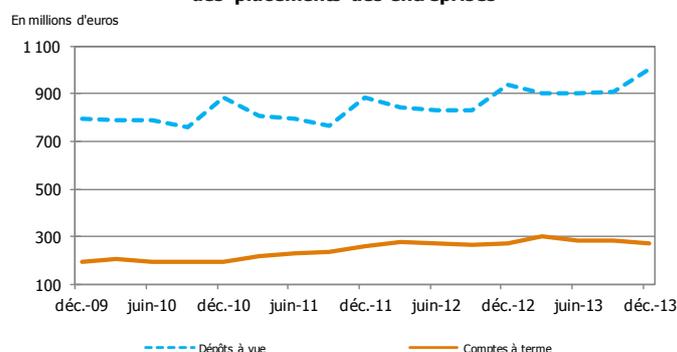
La hausse observée est exclusivement imputable au rebond **des dépôts à vue** lui-même expliqué par le regain ponctuel d'activité dont les entreprises bénéficient généralement en fin d'année.

**Les placements liquides ou à court terme** s'inscrivent en nette diminution tant en rythme trimestriel (-9,3 % soit -43,5 millions d'euros) qu'annuel (-5,2 % soit -23,3 millions d'euros). **L'épargne longue** diminue pour le septième trimestre consécutif (-4,9 % après -4,6 % trois mois plus tôt).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



## Rebond des actifs des autres agents

**Les placements des autres agents** sont dynamiques à fin décembre 2013. L'encours progresse de 8,7 % sur trois mois après avoir connu une évolution stable au trimestre précédent (+0,1 %). Ce dynamisme s'explique par la croissance marquée **des dépôts à vue** (+11,4 % après -3 % en septembre 2013).

### MÉTHODOLOGIE

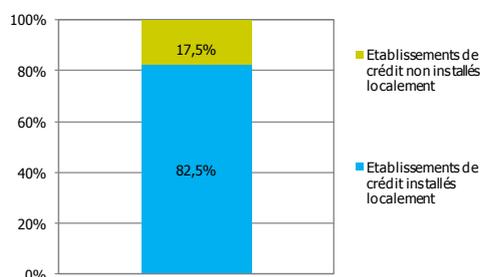
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

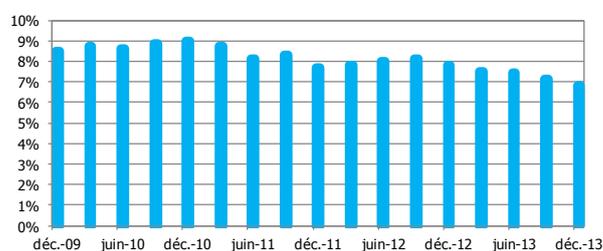
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros				Variations					
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>397,0</b>	<b>347,1</b>	<b>323,1</b>	<b>313,0</b>	<b>292,6</b>	<b>365,6</b>	<b>329,3</b>	<b>290,3</b>	<b>-11,9%</b>	<b>-7,3%</b>
Créances commerciales	36,0	37,6	36,3	34,6	34,1	41,6	39,3	34,6	-12,0%	-0,1%
Crédits de trésorerie	175,3	145,8	130,7	137,8	132,5	145,8	153,4	123,2	-19,7%	-10,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	42,5	39,9	37,2	35,2	34,8	33,9	33,0	33,5	1,6%	-4,9%
Comptes ordinaires débiteurs	160,7	131,5	126,9	115,5	105,0	155,9	117,2	104,2	-11,1%	-9,8%
Affacturage	25,0	32,2	29,2	25,1	21,0	22,3	19,4	28,3	46,1%	13,0%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>1 325,3</b>	<b>1 293,0</b>	<b>1 396,0</b>	<b>1 318,8</b>	<b>1 339,2</b>	<b>1 311,4</b>	<b>1 290,5</b>	<b>1 330,2</b>	<b>3,1%</b>	<b>0,9%</b>
Crédits à l'équipement	1 091,7	1 055,5	1 155,9	1 081,1	1 097,6	1 074,0	1 067,6	1 112,1	4,2%	2,9%
(dt) Entrepreneurs individuels	102,2	122,2	115,8	68,5	67,8	66,6	65,9	66,2	0,4%	-3,3%
Crédit-bail	233,5	237,5	240,2	237,7	241,6	237,4	222,9	218,1	-2,1%	-8,2%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 569,2</b>	<b>1 692,3</b>	<b>1 879,5</b>	<b>2 055,2</b>	<b>2 082,6</b>	<b>2 098,1</b>	<b>2 126,4</b>	<b>2 090,5</b>	<b>-1,7%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>17,8</b>	<b>21,6</b>	<b>24,8</b>	<b>25,5</b>	<b>26,8</b>	<b>24,1</b>	<b>22,8</b>	<b>24,8</b>	<b>8,8%</b>	<b>-2,7%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>3 309,3</b>	<b>3 354,0</b>	<b>3 623,5</b>	<b>3 712,5</b>	<b>3 741,2</b>	<b>3 799,1</b>	<b>3 769,0</b>	<b>3 735,8</b>	<b>-0,9%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Ménages</b>										
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>903,4</b>	<b>951,5</b>	<b>989,2</b>	<b>993,7</b>	<b>985,7</b>	<b>981,6</b>	<b>985,7</b>	<b>993,1</b>	<b>0,7%</b>	<b>-0,1%</b>
Crédits de trésorerie	829,4	874,7	910,0	918,0	908,6	907,6	908,3	919,2	1,2%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	42,9	47,4	51,6	50,3	52,2	50,3	54,3	51,6	-4,8%	2,7%
Crédit-bail	31,2	29,4	27,7	25,4	24,9	23,8	23,2	22,3	-4,0%	-12,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 602,8</b>	<b>1 764,9</b>	<b>1 903,7</b>	<b>2 039,0</b>	<b>2 054,8</b>	<b>2 084,1</b>	<b>2 104,0</b>	<b>2 161,8</b>	<b>2,7%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>4,5</b>	<b>4,9</b>	<b>5,7</b>	<b>15,8%</b>	<b>54,9%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>2 507,8</b>	<b>2 717,9</b>	<b>2 894,8</b>	<b>3 036,3</b>	<b>3 044,1</b>	<b>3 070,2</b>	<b>3 094,6</b>	<b>3 160,6</b>	<b>2,1%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>7,6</b>	<b>8,7</b>	<b>28,9</b>	<b>28,6</b>	<b>26,5</b>	<b>22,4</b>	<b>14,5</b>	<b>14,7</b>	<b>1,3%</b>	<b>-48,5%</b>
Crédits de trésorerie	7,4	8,3	11,7	17,2	16,2	8,5	13,6	13,0	-4,5%	-24,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,4	17,3	11,4	10,3	13,9	0,9	1,7	87,3%	-84,9%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>660,1</b>	<b>740,7</b>	<b>782,7</b>	<b>802,3</b>	<b>833,3</b>	<b>818,6</b>	<b>848,0</b>	<b>868,3</b>	<b>2,4%</b>	<b>8,2%</b>
Crédits à l'équipement	659,5	740,3	782,5	802,2	833,2	818,5	848,0	868,2	2,4%	8,2%
<b>Autres crédits</b>	<b>12,3</b>	<b>11,6</b>	<b>9,6</b>	<b>8,5</b>	<b>8,5</b>	<b>8,0</b>	<b>9,1</b>	<b>7,7</b>	<b>-15,6%</b>	<b>-10,0%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>680,0</b>	<b>761,1</b>	<b>821,2</b>	<b>839,4</b>	<b>868,2</b>	<b>849,0</b>	<b>871,7</b>	<b>890,7</b>	<b>2,2%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>224,5</b>	<b>320,0</b>	<b>320,5</b>	<b>309,7</b>	<b>338,3</b>	<b>321,5</b>	<b>325,9</b>	<b>336,9</b>	<b>3,4%</b>	<b>8,8%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>6 721,5</b>	<b>7 153,0</b>	<b>7 660,0</b>	<b>7 897,9</b>	<b>7 991,8</b>	<b>8 039,8</b>	<b>8 061,2</b>	<b>8 124,0</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,9%</b>
dont ECNIL	1 239,0	1 277,8	1 403,1	1 382,6	1 406,5	1 419,8	1 401,7	1 421,9	1,4%	2,8%
Créances douteuses brutes	575,0	666,4	601,7	612,0	598,0	597,4	574,8	561,6	-2,3%	-8,2%
dont ECIL	510,7	580,8	522,9	550,4	534,9	532,9	512,1	492,3	-3,9%	-10,6%
Créances douteuses nettes	232,4	305,1	242,5	233,6	219,9	221,8	209,2	215,9	3,2%	-7,6%
(dt) Entreprises	160,6	225,8	182,2	164,6	157,0	156,0	144,8	152,6	5,3%	-7,3%
(dt) Ménages	67,2	58,0	49,4	48,4	54,1	51,5	50,2	49,3	-1,8%	1,9%
Provisions	342,7	361,3	359,1	378,5	378,2	375,5	365,5	345,7	-5,4%	-8,7%
<b>Encours brut total</b>	<b>7 296,6</b>	<b>7 819,4</b>	<b>8 261,7</b>	<b>8 509,9</b>	<b>8 589,8</b>	<b>8 637,2</b>	<b>8 636,0</b>	<b>8 685,6</b>	<b>0,6%</b>	<b>2,1%</b>
Taux de créances douteuses	7,9%	8,5%	7,3%	7,2%	7,0%	6,9%	6,7%	6,5%	-0,2pt(s)	-0,7pt(s)
dont ECIL	8,5%	9,0%	7,7%	7,8%	7,5%	7,5%	7,1%	6,8%	-0,3pt(s)	-0,9pt(s)
Taux de provisionnement	59,6%	54,2%	59,7%	61,8%	63,2%	62,9%	63,6%	61,6%	-2pt(s)	-0,3pt(s)
dont ECIL	67,1%	62,2%	68,7%	68,8%	70,7%	70,5%	71,4%	70,2%	-1,1pt(s)	1,5pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 268,2</b>	<b>1 319,8</b>	<b>1 386,0</b>	<b>1 431,0</b>	<b>1 406,9</b>	<b>1 385,0</b>	<b>1 411,2</b>	<b>1 461,4</b>	<b>3,6%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>793,1</b>	<b>884,6</b>	<b>886,3</b>	<b>937,0</b>	<b>899,3</b>	<b>900,5</b>	<b>910,1</b>	<b>1 005,3</b>	<b>10,5%</b>	<b>7,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>427,1</b>	<b>381,7</b>	<b>456,0</b>	<b>447,5</b>	<b>469,8</b>	<b>449,5</b>	<b>467,7</b>	<b>424,2</b>	<b>-9,3%</b>	<b>-5,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2,5	4,0	5,9	3,5	3,9	3,3	5,6	5,1	-8,8%	44,7%
Placements indexés sur les taux de marché	424,6	377,7	450,1	444,0	465,9	446,2	462,1	419,1	-9,3%	-5,6%
<i>dont comptes à terme</i>	191,9	195,6	258,0	273,4	300,2	283,7	285,2	269,6	-5,5%	-1,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	192,1	144,2	147,5	123,1	118,8	105,4	116,6	96,0	-17,6%	-22,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	40,5	37,9	44,5	47,5	46,8	57,0	60,3	53,1	-11,9%	11,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>47,9</b>	<b>53,5</b>	<b>43,7</b>	<b>46,4</b>	<b>37,8</b>	<b>35,1</b>	<b>33,5</b>	<b>31,8</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-31,5%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	20,5	28,2	22,9	18,4	17,1	14,8	12,9	13,0	0,5%	-29,6%
<b>Ménages</b>	<b>4 677,5</b>	<b>4 941,9</b>	<b>5 050,3</b>	<b>5 266,6</b>	<b>5 312,8</b>	<b>5 391,5</b>	<b>5 417,3</b>	<b>5 458,2</b>	<b>0,8%</b>	<b>3,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 147,0</b>	<b>1 223,4</b>	<b>1 241,2</b>	<b>1 260,0</b>	<b>1 269,1</b>	<b>1 314,0</b>	<b>1 290,8</b>	<b>1 302,4</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 628,7</b>	<b>1 658,3</b>	<b>1 727,8</b>	<b>1 814,0</b>	<b>1 846,9</b>	<b>1 869,4</b>	<b>1 864,0</b>	<b>1 886,4</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 448,8	1 472,8	1 515,0	1 616,8	1 648,1	1 672,0	1 670,0	1 689,7	1,2%	4,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	620,7	619,7	619,5	630,7	637,9	639,5	639,4	640,1	0,1%	1,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	507,3	536,3	578,6	644,3	662,4	677,3	673,5	686,7	2,0%	6,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,4	15,2	14,9	14,9	14,5	14,8	14,8	15,2	2,6%	1,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	60,7	53,8	49,5	46,1	43,1	43,2	43,0	40,5	-5,9%	-12,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	134,8	136,7	141,1	170,9	181,2	188,3	191,6	199,2	4,0%	16,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,9	111,2	111,4	110,0	108,9	108,9	107,8	108,0	0,2%	-1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	179,9	185,5	212,9	197,2	198,9	197,4	194,0	196,8	1,4%	-0,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	118,5	133,6	169,6	164,9	169,2	169,1	166,8	170,4	2,2%	3,4%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,4	0,4	0,3	-36,8%	-61,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	60,6	51,2	42,5	31,6	29,0	27,9	26,7	26,1	-2,3%	-17,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 901,8</b>	<b>2 060,1</b>	<b>2 081,3</b>	<b>2 192,6</b>	<b>2 196,7</b>	<b>2 208,1</b>	<b>2 262,4</b>	<b>2 269,4</b>	<b>0,3%</b>	<b>3,5%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	443,7	446,0	449,6	457,1	457,5	459,4	461,4	472,6	2,4%	3,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	81,7	76,8	71,2	69,7	68,9	67,9	66,6	65,7	-1,4%	-5,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,7	6,0	6,0	5,5	5,6	5,5	6,2	5,6	-8,9%	3,5%
<i>dont portefeuille titre</i>	181,0	186,3	181,3	192,4	187,0	186,6	184,5	183,3	-0,7%	-4,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	81,2	76,4	72,4	61,3	59,1	56,3	57,3	57,5	0,3%	-6,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 107,6	1 268,5	1 300,7	1 406,5	1 418,5	1 432,4	1 486,4	1 484,7	-0,1%	5,6%
<b>Autres agents</b>	<b>367,0</b>	<b>350,7</b>	<b>341,0</b>	<b>399,1</b>	<b>453,0</b>	<b>440,6</b>	<b>441,1</b>	<b>479,4</b>	<b>8,7%</b>	<b>20,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>221,7</b>	<b>229,5</b>	<b>217,1</b>	<b>240,7</b>	<b>253,1</b>	<b>274,1</b>	<b>266,0</b>	<b>296,4</b>	<b>11,4%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>131,3</b>	<b>99,2</b>	<b>110,3</b>	<b>138,9</b>	<b>178,6</b>	<b>148,7</b>	<b>156,7</b>	<b>162,2</b>	<b>3,5%</b>	<b>16,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	42,1	41,2	44,5	55,2	54,4	57,1	60,2	64,8	7,7%	17,6%
Placements indexés sur les taux de marché	89,2	58,1	65,8	83,7	124,2	91,6	96,4	97,3	0,9%	16,3%
<i>dont comptes à terme</i>	55,0	20,5	48,6	63,1	62,6	63,9	76,8	74,4	-3,2%	17,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>13,9</b>	<b>21,9</b>	<b>13,7</b>	<b>19,5</b>	<b>21,3</b>	<b>17,8</b>	<b>18,5</b>	<b>20,9</b>	<b>13,0%</b>	<b>7,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 312,7</b>	<b>6 612,3</b>	<b>6 777,3</b>	<b>7 096,7</b>	<b>7 172,7</b>	<b>7 217,1</b>	<b>7 269,6</b>	<b>7 399,0</b>	<b>1,8%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 161,8</b>	<b>2 337,5</b>	<b>2 344,6</b>	<b>2 437,7</b>	<b>2 421,6</b>	<b>2 488,6</b>	<b>2 466,9</b>	<b>2 604,1</b>	<b>5,6%</b>	<b>6,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 187,2</b>	<b>2 139,3</b>	<b>2 294,1</b>	<b>2 400,4</b>	<b>2 495,3</b>	<b>2 467,6</b>	<b>2 488,4</b>	<b>2 472,8</b>	<b>-0,6%</b>	<b>3,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 493,5	1 517,9	1 565,4	1 675,5	1 706,3	1 732,4	1 735,8	1 759,6	1,4%	5,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	646,0	652,8	650,5	670,7	676,8	680,5	680,5	688,1	1,1%	2,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	516,8	548,3	597,9	662,7	681,7	696,5	696,5	708,5	1,7%	6,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,4	15,2	14,9	14,9	14,5	14,8	14,8	15,2	2,5%	1,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	60,7	53,8	49,5	46,1	43,1	43,2	43,2	40,5	-6,3%	-12,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	134,8	136,8	141,1	171,0	181,3	188,4	188,4	199,3	5,8%	16,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,9	111,2	111,4	110,0	108,9	109,0	109,0	108,1	-0,8%	-1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	693,7	621,3	728,7	724,9	789,0	735,2	752,5	713,2	-5,2%	-1,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	365,4	349,7	476,2	501,4	531,9	516,7	528,9	514,4	-2,7%	2,6%
<i>dont bons de caisse</i>	1,2	1,9	1,9	1,4	1,3	0,8	0,8	0,6	-20,0%	-55,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	40,5	37,9	44,5	47,5	46,8	57,0	60,3	53,1	-11,9%	11,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	286,7	231,8	206,1	174,6	209,0	160,7	162,6	145,1	-10,8%	-16,9%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 963,6</b>	<b>2 135,6</b>	<b>2 138,6</b>	<b>2 258,6</b>	<b>2 255,8</b>	<b>2 261,2</b>	<b>2 314,4</b>	<b>2 322,1</b>	<b>0,3%</b>	<b>2,8%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	443,663	446,3	449,9	457,4	457,8	459,8	461,7	472,9	2,4%	3,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	81,664	76,9	71,3	69,7	68,9	67,9	66,6	65,7	-1,4%	-5,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,700	6,0	6,0	5,5	5,7	5,7	6,2	5,6	-8,9%	3,6%
<i>dont actions</i>	61,994	67,9	64,7	53,4	50,1	51,5	55,0	58,4	6,2%	9,4%
<i>dont obligations</i>	153,401	153,1	144,4	176,5	167,1	163,8	158,1	151,7	-4,1%	-14,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	108,509	116,7	101,6	89,6	87,6	80,0	80,1	83,0	3,6%	-7,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 107,702	1 268,6	1 300,8	1 406,6	1 418,5	1 432,5	1 486,6	1 484,9	-0,1%	5,6%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J-M. PAUGAM  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2014